

MAGHREB DES LUTTES SOCIALES DE GAFSA À SIDI IFNI...

Meeting de Solidarité des travailleurs en France avec les luttes du Maghreb
JEUDI 12 FÉVRIER 2009 À 18H30 - Bourse du Travail
3, rue du château d'eau.75010 Paris M° République

Alors que les travailleurs français et Européens font face à la crise, au chômage technique et à la casse continue des acquis sociaux, d'autres, en Afrique, tentent simplement de survivre et de manifester pour obtenir un travail. Ainsi, les organisations membres du collectif Maghreb solidarité (syndicats, partis politiques, associations) informent les travailleurs français et immigrés sur ce qui se passe notamment en Tunisie et au Maroc.

Dans la zone du bassin minier de Gafsa, (sud-ouest tunisien), a eu lieu un mouvement social d'ampleur inédite depuis plus de 20 ans en Tunisie. Le 5 janvier 2008, à la suite de la publication des résultats du concours d'embauche à la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG, principal employeur de la région), des jeunes chômeurs, des étudiants, des syndicalistes manifestent pacifiquement pour le droit au travail et contre le népotisme local, dans une zone où le taux de chômage atteint souvent 30%, soit le double de la moyenne nationale.

Face au mouvement de protestation, le peu démocratique régime du président Ben Ali, répond par la force. Le 6 juin 2008, la police a tiré à balles réelles sur les manifestants faisant un mort et plusieurs blessés, une vague d'arrestations a touché des dizaines de personnes, ainsi que les leaders de ce mouvement, parmi eux des syndicalistes enseignants, infirmiers, ouvriers... Depuis, la ville de Redeyef et les autres villes du bassin minier vivent un véritable état de siège. Tout ceci avec le silence complice de l'Etat français, à l'image de Sarkozy qui s'est même permis lors de sa visite en Tunisie de parler d'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays.

Sous les yeux d'observateurs syndicaux internationaux, le 3 février 2009 se tiendra le procès en appel des meneurs de la révolte. En première instance, 33 des 38 accusés ont été condamnés à de lourdes peines, allant jusqu'à 10 ans et un mois de prison ferme pour 7 d'entre eux. Mohieddine Cherbib, président de la FTCCR, déferé pour le simple fait d'avoir soutenu le mouvement depuis la France, a été

condamné par contumace à deux ans de prison. 3 délégations syndicales internationales (une politique) se sont déjà rendues sur place pour assister à ce qu'il faut bien appeler un simulacre de procès. Solidarité avec la lutte du bassin minier de Gafsa, libération immédiate et sans conditions des prisonniers !

Gafsa - Sidi Ifni - Mêmes causes, mêmes effets

Le pendant de cette lutte, se trouve au Maroc, à Sidi Ifni. Là aussi, la population laborieuse et estudiantine de cette cité portuaire, ancienne colonie espagnole, s'est rebellée le 7 juin 2008 contre le chômage massif qui touche cette région, et la corruption. Depuis 2005, cette ville est en ébullition : manifestations, rassemblements délégations, etc. pour protester contre la marginalisation de leur région (Aït Baamarane).

Le lendemain de la répression en Tunisie, le 7 juin, l'Etat marocain a également envoyé ses forces répressives (4000 militaires, gendarmes, forces auxiliaires) pour "punir" la population, saccageant des maisons, faisant de nombreux blessés et arrestations. A l'heure actuelle, 26 personnes à la tête du mouvement croupissent toujours en prison dont 12 en attente d'un jugement. Leur tort ? Avoir protesté contre la corruption et réclamé démocratiquement leur droit au travail et à la dignité.

Certains sont atteints de pathologies lourdes, aggravées par des conditions de détention indignes et par la grève de la faim qu'ils ont entamée le 7 janvier. Celle-ci, destinée à alerter sur l'arbitraire de leur situation, n'a été suspendue que le 16 janvier. A l'extérieur, les familles des détenus se sont regroupées en collectif, et plusieurs caravanes de soutien se sont dirigées des villes marocaines vers Sidi Ifni.

Là aussi, c'est la solidarité internationale qu'il faut organiser de toute urgence pour que la justice triomphe et que leurs revendications légitimes soient satisfaites. Nous vous invitons à venir discuter de ces luttes, et d'autres encore, lors du meeting organisé par le collectif Maghreb Solidarité, le 12 février prochain.

Premiers Signataires : COLLECTIF MAGHREB SOLIDARITE (ATMF, ATTAC, ATF, CEDETIM, CNCU, CNT, ETTAJDID, FTCCR, LDH, NPA/LCR, PCF, PCOF, PCOT, SOLIDAIRES, UTIT, VERTS, AMF, ASDHOM, ATF-PARIS, CRLDHT, FSU CORELSO, PDP, FDLT, MRAP, MQJS, RIAS...)

c/o FTCCR, 3, rue de Nantes 75019 Paris – Tel : 0146075404 - maghrebsolidarite@ras.eu.org